Désignation des équipements	Quantité
CAMERA	22
Magnétoscope	20
Moniteur	51
Lecteur	02
Micro et accessoires post-production	14
Station de montage post - production (ordinateur et accessoires)	06
Vidéo projecteur	02
Camera et accessoires	06
Production car régie	02
Mélangeur	03
Lecteurs	03
Micro	28
Véhicule et carrosserie	01
Lecteur de CD	01
Ecran Plasma professionnel projecteur pour régie	20
Projecteurs et accessoires et lampes	242
Onduleur professionnel	05

ANNEXE n° II

Liste des équipements acquis sur le marché local nécessaires à la "Société Visual International Production Tunisie"

Désignation des équipements	Quantité
Ordinateur	71
Onduleur	73
Imprimante	73
Groupe électrogène	12
Standard téléphonique	02
Câble téléphonique 56 paires	330 ml
Câble téléphonique 31 paires	180 ml
Poste téléphonique analogique	120

Décret n° 2004-2727 du 31 décembre 2004, portant réduction à 10% du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits pétroliers.

Le Président de la République,
Sur proposition du ministre des finances,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 et notamment son article 8, ensembles les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment l'article 40 de la loi n° 95-109 du 25 décembre 1995 portant loi de finances pour l'année 1996,

Vu le tarif des droits de douane promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004,

Vu le décret n° 98-952 du 27 avril 1998, relatif à la fiscalité des produits pétroliers, de l'électricité et du gaz,

Vu l'avis du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises,

Vu l'avis du ministre du commerce et de l'artisanat,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Est réduit à 10% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux produits pétroliers relevant des numéros 27-10 et 27-11 du tarif des droits de douane conformément au tableau suivant :

Numéro du tarif douanier	Désignation des produits
Ex 27 - 10	- pétrole lampant, - gaz - oil, - fuel - oil domestique, - fuel - oil léger, - fuel - oil lourd,
Ex 27 - 11	- gaz de pétrole, propane ou butane conditionné dans des bouteilles d'un poids net n'excédant pas treize kilogrammes, - gaz de pétrole, propane et butane en vrac ou conditionné dans des bouteilles d'un poids net excédant treize kilogrammes.

Art. 2 - Les dispositions du présent décret s'appliquent du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005.

Art. 3 - Les ministres des finances, de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 décembre 2004.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2004-2728 du 31 décembre 2004, fixant à 10% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à l'électricité basse tension à usage domestique et à l'électricité moyenne et basse tension utilisée pour le fonctionnement des équipements de pompage de l'eau destinée à l'irrigation agricole.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 et notamment son article 8, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment l'article 40 de la loi n° 95-109 du 25 décembre 1995 portant loi de finances pour l'année 1996 et l'article 25 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour l'année 1998,

Vu l'avis du ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises,

Vu l'avis du ministre du commerce et de l'artisanat,

Vu l'avis du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Est réduit à 10% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à :

- l'électricité basse tension destinée à la consommation domestique,

- l'électricité moyenne et basse tension utilisée pour le fonctionnement des équipements de pompage de l'eau destinée à l'irrigation agricole.

Art. 2 - Les dispositions du présent décret s'appliquent aux quantités d'énergie électrique consommées du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005.

Art. 3 - Les ministres des finances, de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat et de l'agriculture et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 décembre 2004.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2004-2729 du 31 décembre 2004, portant octroi d'un régime fiscal privilégié au titre des produits métallurgiques.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 et notamment son article 8, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004 portant loi de finances pour l'année 2005,

Vu le nouveau tarif des droits de douane à l'importation, promulgué par la loi 89-113 du 30 décembre 1989, tel que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005,

Vu la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 et notamment son article 88,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu l'avis des ministres du commerce et de l'artisanat et de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Sont suspendus, les droits de douane et est réduit à 10% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée, dus

à l'importation des produits suivants, par les personnes autorisées par les services compétents du ministère de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises :

- billettes de fer ou billettes d'acier relevant des positions tarifaires 72071990005 et 72072015009,

- ronds à béton relevant des positions tarifaires 72139110103 et 72142000905.

Art. 2 - Est réduit à 10% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée due au titre de la production et de la vente de ronds à béton relevant des positions tarifaires 72139110103 et 72142000905.

Art. 3 - Les dispositions du présent décret s'appliquent à partir du 1er janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2005.

Art. 4 - Les ministres des finances, du commerce et de l'artisanat et de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 31 décembre 2004.

Zine El Abidine Ben Ali

CREATION D'UNE PAIERIE

Par arrêté du ministre des finances du 24 décembre 2004.

Est créée, à compter du 3 janvier 2005, une paierie auprès du ministère de la justice et des droits de l'Homme.

La paierie auprès du ministère de la justice et des droits de l'Homme, assurera l'exécution des opérations dévolues aux comptables publics, fixées par le code de la comptabilité publique et les textes les régissant.

La gestion de la paierie auprès du ministère de la justice et des droits de l'Homme ainsi que sa caisse sont classées dans la catégorie " hors classe ".

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES

Arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières du 30 décembre 2004, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de conservateur de bibliothèques ou de documentation dans les administrations publiques au ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières.

Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif; ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997, et la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,